

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 260/03

AMR 53/012/2003 – ÉFAI

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

MENACES DE MORT / CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

VÉNÉZUÉLA **Linmai Basave (h), défenseur des droits humains**
Yelitza Moreno (f)
le fils de Yelitza Moreno, un an et demi

Personne tuée :
Joe Luis Castillo González (m), défenseur des droits humains

Londres, le 3 septembre 2003

Amnesty International est profondément préoccupée par la sécurité de Linmai Basave, qui travaille à la *Oficina de Acción Social de Vicariato Apostólico de Machiques* (Bureau d'action sociale du vicariat apostolique de Machiques). Il existe également des motifs sérieux de craindre pour la sécurité de Yelitza Moreno et de son bébé, après la mort de leur mari et père, Joe Luis Castillo González, tué le 27 août 2003.

Dans la soirée du 27 août, Joe Luis Castillo González, qui était jusqu'à une date récente coordinateur au Bureau d'action sociale du vicariat apostolique, a été abattu dans la ville de Machiques, située dans l'État de Zulia, dans le nord-ouest du pays, à la frontière colombienne. Alors qu'il rentrait chez lui en voiture, deux individus non identifiés qui circulaient à moto ont tiré à neuf reprises dans sa direction. Sa femme, Yelitza Moreno, et leur fils, qui se trouvaient tous deux avec lui, ont été grièvement blessés et sont actuellement hospitalisés. Leur état est stationnaire.

Le 1^{er} septembre, cinq jours après l'assassinat, le Bureau du vicariat apostolique a reçu un appel téléphonique anonyme. Le correspondant a demandé à parler à Linmai Basave, le coordinateur du projet réfugiés. Faisant manifestement référence à l'assassinat de Joe Luis Castillo González, il a dit à la personne qui avait décroché de prévenir Linmai Basave, « *qu'il fasse attention à lui parce que les choses ne vont pas en rester là* ».

Malgré les demandes visant à ce que l'affaire soit confiée à un procureur spécial, en raison de la gravité des faits, le ministère public en a chargé un procureur adjoint. Le Bureau du vicariat apostolique et d'autres organisations vénézuéliennes de défense des droits humains ont émis des doutes sur l'efficacité des investigations menées jusqu'à présent. Yelitza Moreno et son fils sont pour le moment placés sous protection policière.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Joe Luis Castillo González s'occupait d'un programme d'aide aux Colombiens réfugiés au Vénézuéla après avoir fui la violence dans leur pays d'origine. Ce programme était mis en œuvre par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) à Machiques de Perijá, dans l'État de Zulia, dans le nord-ouest du pays, à la frontière avec la Colombie. La tension est vive dans cette région où, selon certaines informations, des paramilitaires et des groupes armés d'opposition colombiens mènent des actions. Dans le nord-est de la Colombie, des dizaines de milliers de civils ont dû quitter leur foyer ces dernières années en raison de vastes opérations conduites par des groupes paramilitaires soutenus par l'armée. Un grand nombre d'entre eux se sont réfugiés au Vénézuéla. Les défenseurs des droits humains qui travaillent auprès des réfugiés sont souvent menacés par les militaires et les paramilitaires colombiens, qui les accusent de collaborer avec la guérilla.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

– dites-vous vivement préoccupé par l'assassinat de Joe Luis Castillo González et par la sécurité de Linmai Basave, de Yelitza Moreno et du fils de cette dernière, âgé d'un an et demi ;

– engagez les autorités à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité de ces personnes et celle du personnel de la *Oficina de Acción Social de Vicariato Apostólico de Machiques* (Bureau d'action sociale du vicariat apostolique de Machiques) ;

– appelez les autorités à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour mener sans délai une enquête approfondie et impartiale sur la mort de Joe Luis Castillo González et sur l'acte d'intimidation dont le personnel de la *Oficina de Acción Social de Vicariato Apostólico de Machiques* (Bureau d'action sociale du vicariat apostolique de Machiques) a été la cible, et demandez que les résultats en soient rendus publics et que les responsables présumés de ces agissements soient déférés à la justice.

APPELS À :

Président de la République :

Sr. Hugo Chávez Frías
Presidente de la República Bolivariana de Venezuela
Palacio de Miraflores
Esquina de Bolero
Av. Urdaneta
Caracas, Vénézuéla

Télégrammes : Presidente de la República Bolivariana de Venezuela, Caracas, Venezuela

Fax : +58 212 806 3533 / 3221 (merci de vous montrer persévérant)

Formule d'appel : *Señor Presidente*, / Monsieur le Président de la République,

Procureur général du Vénézuéla :

Dr. Isaías Rodríguez
Fiscal General de la República
Avenida Universidad
Esquina Pele el ojo a Misericordia
Frente a Parque Carabobo
Caracas, Vénézuéla

Télégrammes : Fiscal General de la República, Caracas, Vénézuéla

Fax : +58 212 576 4419

Formule d'appel : *Estimado Dr Rodríguez*, / Monsieur le Procureur général,

Ministre de l'Intérieur et de la Justice :

General Lucas Rincón Romero
Ministro del Interior y Justicia
Avenida Urdaneta Esquina de Platanal
Edificio Interior y Justicia
Despacho del Ministro, piso 3
Caracas, Vénézuéla

Télégrammes : Ministro del Interior y Justicia, Caracas, Vénézuéla

Fax : +58 212 506 1557

Formule d'appel : *Señor Ministro*, / Monsieur le Ministre,

Médiateur :

Dr. Germán Mundaraín
Defensoría del Pueblo
Bellas Artes comienzo Avenida México
frente al Ateneo de Caracas
Plaza Morelos
Caracas, Vénézuéla

Télégrammes : Defensoría del Pueblo, Caracas, Vénézuéla

Fax : +58 212 575 4467

Formule d'appel : *Estimado Dr Mundaraín*, / Monsieur,

Gouverneur de l'État de Zulia :

Manuel Rosales
Gobernador del Estado Zulia
Palacio de Gobierno
Calle 95
Maracaibo, Zulia, Vénézuéla

Télégrammes : Gobernación del Estado Zulia, Maracaibo, Estado Zulia, Vénézuéla

Fax : +58 261 725 1087

Formule d'appel : *Estimado Gobernador*, / Monsieur le Gouverneur,

COPIES À :

Journal local

La Verdad
Fax : +58 261 798 5523

Organisation de défense des droits humains :

Oficina de Acción Social
del Vicariato Apostólico de Machiques
Calle Sucre, entre Santa Teresa y Artes
frente a la Plaza Bolívar
Machiques, Zulia, Vénézuéla

Fax : +58 263 473 2806 (Si un correspondant vous répond, dites : « *tono de fax por favor* » pour obtenir la ligne de fax.)

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Vénézuéla dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 15 OCTOBRE 2003, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*